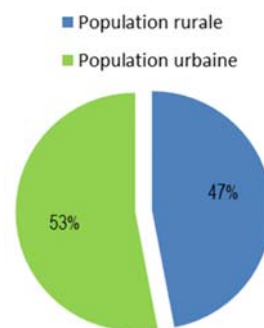


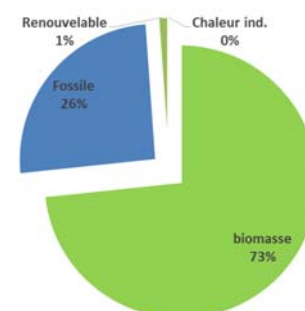
Cadre socio-économique

	Année	Unité	Valeur
Population totale	2014	Million	22,157 ¹
Croissance démographique	2014	%	2,4 ¹
Surface	2014	km ²	322.460 ¹
PIB	2014	Md US\$ courants	34,2 ¹
PIB par habitant	2014	US\$ per cap	1.546 ¹
Croissance du PIB	2014	% annuel	8,5 ¹
Pays fragile	2014	Statut	Oui ² (revenu moyen inférieur)
Gouvernance	2014	Index/rang	44,3/40 ³
Variation de la gouvernance sur 5 ans	2014	Index	+7,8 ³
Indice du développement humain	2013	Index/rang	0,452/171 ⁴



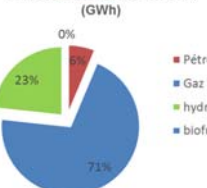
Énergie consommée (1 million tep = 11,65 MWh)

	Année	Unité	Valeur
Énergie primaire – TPES	2013	Million tep	13,08 ⁵
Énergie primaire – Biomasse	2013	Million tep	9,64 ⁵
Énergie primaire – Fossile	2013	Million tep	3,35 ⁵
Énergie primaire – Renouvelable (y compris hydro)	2013	Million tep	0,15 ⁵
Énergie primaire – Import électricité	2013	Million tep	0,005 ⁵
Énergie primaire – Import net hydrocarbures	2013	Million tep	0,54 ⁵
Énergie finale – Total domestique	2013	Million tep	7,20 ⁵
Énergie finale – Moderne BLEN ⁶	2013	Million tep	0,79 ⁵
Énergie finale – Électricité	2013	TWH	6,93 ⁵



Électricité

Demande de pointe	Capacité installée raccordée	Capacité installée thermique fossile	Capacité installée hydro	Capacité installée renouvelable (hors hydro) ¹⁰	IPP/capacité installée	Production énergie électrique	Production d'électricité à partir de comb. fossiles	Production d'électricité d'origine hydraulique	Production d'électricité à partir de renouvelables (hors hydro)	Consommation énergie électrique y compris autoconsommation et pertes	Consommation moyenne par habitant	Pertes (totales et techniques et non-techniques) en % de la production	Pertes (totales et techniques et non-techniques)	Importation (+) exportation (-)	Taux d'électrification ⁸ totale	Taux d'électrification ⁸ urbaine/rurale	Lignes haute tension ⁹	Lignes moyenne tension ⁹	Lignes basse tension ⁹	Énergies renouvelables/total de la production d'énergie électrique	Branchements au réseau basse tension	Tarif moyen/social	Rapport coûts/tarif
-------------------	------------------------------	--------------------------------------	--------------------------	--	------------------------	-------------------------------	---	--	---	--	-----------------------------------	--	--	---------------------------------	--	--	-----------------------------------	-------------------------------------	-----------------------------------	--	--------------------------------------	--------------------	---------------------

Capacité Installée⁸ en 2014 (GWh)Sources d'Électricité⁵ en 2014 (GWh)

Année	Unité	Valeur
2014	MW	1.148 ⁷
2014	MW	1.632 ⁷
2014	MW	1.028 ⁷
2014	MW	604 ⁷
2014	MW	0 ⁷
2014	%	57 ⁷
2014	GWh	8.166 ⁷
2014	GWh	6.265
2014	GWh	1.901
2014	GWh	0
2014	GWh	7.292 ⁷
2014	KWh per cap	329 ^{7/1}
2014	%	23,5 ⁷
2014	GWh	1.714 ⁷
2014	GWh	-876 ⁷
2014	%	26 ⁷
2013	%	45/3,3
2014	km	4.729 ⁷
2014	km	21.718 ⁷
2013	km	18.737 ⁷
2014	%	24,8 ⁷
2014	Millier	1.311 ⁷
2013	US\$/kWh	14,6/12,7 ⁷
	%	>1

1 données.banquemondiale.org; 2 non/oui (revenu bas/moyen inférieur/moyen supérieur) www.oecd.org/dac/ncal/FSR-2014.pdf, sitesources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/511777-

1269623894864/HarmonizedlistoffragilestatesFY14.pdf; 3 www.mohabrahimfoundation.org/interact (rang sur 52 pays: rang 1 Maurice 81,7; rang 52 Somalie 8,6); 4 hdr.undp.org/en/countries/profiles/CI;

5 www.iea.org/statistics/statisticssearch/report/?year=2012&country=COTEIVOIRE&product=Balances; 6 BLEN comprend GPL, électricité, gaz naturel et biogaz; 7 www.anare.ci/assets/files/pdf/rapport/

RA2014_reduit.pdf pages 23, 24, 27 et www.anare.ci; 8 Calculé comme population ayant accès à une source d'électricité dans leur habitation comparé à l'ensemble de la population; 9 Haute tension (>50 kV) moyenne tension (1-50 kV), basse tension (<1000 V); 10 Renouvelable hors hydro (déchets, biomasse, biogaz, géothermie, solaire, éolien, marine).

Cadre légal, réglementaire et institutionnel

Politique énergétique	Plan National de Développement 2012-2015 (2016-2020 en cours de finalisation) et Plan Stratégique 2011-2030 ; « Côte d'Ivoire 2040 » en cours de finalisation ; plan directeur production transport d'électricité 2014-2030
Lois de l'énergie	Loi N2014-132 du 24 mars 2014 portant code de l'électricité abrogeant la Loi N85-583 du 29 juillet 1985; Loi N2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable
Textes d'application	Décret n°2005-520 du 27 octobre 2005 d'approbation du contrat de concession de CIE pour une période de 15 ans; Décret n° 2014-291 du 21 mai 2014 relatif aux conditions et modalités de conclusion des conventions de concession pour l'exercice des activités de production, de transport, de dispatching, d'importation, d'exportation, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique; autres décrets en préparation
Régulateur de l'énergie/l'électricité	ANARE, Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Électricité
Opérateurs en charge de l'électricité	CIE, Compagnie Ivoirienne d'Électricité (partiellement production; 100% transport et distribution), 3 producteurs indépendants (Ciprel, Azito, Aggreko)
Institution en charge de l'électrification rurale	DERU, Direction de l'Électrification Rurale et Urbaine au sein du Ministère; Fonds d'Électrification Rurale existant. Plan directeur réalisé en 2015
Institution en charge des énergies renouvelables	Direction de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables au sein de la Direction Générale de l'Énergie (DGE); IREN, Institut de Recherche sur les Énergies Nouvelles
Institution en charge de l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique	Direction de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables au sein de la Direction Générale de l'Énergie (DGE)
Objectif énergétique	Permettre au moins à la moitié de la population d'accéder aux services énergétiques modernes, apporter une électrification adaptée pour toutes les localités de 500+ habitants en 2016 et électrifier les 8500 localités avant 2020; 7% d'énergie renouvelable en 2030; 16% d'énergie renouvelable (hors grande hydroélectricité) dans le mix électrique en 2030
Politique de tarif de rachat (FiT)	Non; possible dans les textes d'application du code d'électricité
Politique de facturation nette (net metering)	Non; possible dans les textes d'application du code d'électricité
Marchés publics (AMI, enchères)	Oui, appel à expression d'intérêt pour le développement des énergies renouvelables lancé en 2013
Dégrouper production/transport/distribution (unbundling)	Oui pour production; non effectif pour dispatching/transport/distribution/commercialisation, mais prévu dans le nouveau code de l'électricité

Secteur privé et environnement des affaires

Institutions de promotion du secteur privé	CEPICI, Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire; Association Ivoirienne des Énergies Renouvelables (AIENR); Association Patronale des Entreprises du Secteur de l'Électricité de Côte d'Ivoire (APESELCI); Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)
Mesures d'incitation	Ordonnance n° 2012-487 du 07 juin 2012 portant Code des investissements et Décret n° 2012-1123 du 30 novembre 2012 fixant les modalités d'application; Exemption d'impôt sur les sociétés entre 5 à 15 ans, exemption de TVA pour les importations d'équipement et 9% TVA sur les équipements solaires, 40-50% d'exemption de droits de douane sur les équipements et les biens
Subventions classiques	La part de l'État de la rente de production de gaz est recédée au secteur électrique; une part de la TVA perçue (11.1% sur 18%) est laissée par l'État au secteur de l'électricité; subvention de l'État à l'électrification rurale ; subvention de l'État sur le butane à confirmer
IPP (producteur indépendant d'électricité)	Aggreko, Azito, Ciprel
Partenariats public-privé	Exploitation et production indépendante; Décret n° 2012-1151 du 19 décembre 2012 relatif aux contrats de partenariats public-privé
Indice d'affaires	Classé 147 sur 189 pays par la Banque mondiale pour la période 2010-2014

Coopération internationale dans le secteur de l'énergie

Déclaration conjointe EU-pays	Oui (signé en septembre 2014 conjointement avec France)
Énergie comme secteur de concertation pour le 11e FED	Oui (budget 139 million Euros dans le NIP dont 55 million Euros pour la première phase)
Donateurs présents dans le pays	UE, Banque Mondiale, BAD, BOAD, AFD, BEI, EximBank Chine, KfW
Mécanisme de concertation sectorielle	Existant mais à renforcer

Principales problématiques

- Devenir le hub énergétique de la sous-région
- Densifier les branchements au réseau en réduisant le montant de l'apport initial des abonnés sociaux
- Étendre l'accès aux services électriques dans les zones urbaines et rurales
- Réduire les pertes techniques et non-techniques et accroître le taux d'encaissement
- Assurer l'équilibre financier du secteur de l'électricité et rattraper le manque d'investissements
- Gérer à l'optimum la ressource en gaz naturel
- Réduire la pression sur la ressource forestière
- Investir dans l'efficacité énergétique et lancer le Fonds National de la Maîtrise de l'Énergie (FNME)
- Renforcer la capacité du régulateur
- Améliorer le taux des EnR dans le mix électrique
- Mettre en place un cadre institutionnel et réglementaire pour les EnR et l'efficacité énergétique